



Baromètre Energie FTI Consulting - Odoxa :

Les entreprises sont-elles prêtes face au défi de la décarbonation ?

- **90%** des entreprises interrogées ont engagé des actions pour faire face à la hausse des coûts énergétiques.
- **66%** des entreprises interrogées ont désormais en tête un plan de décarbonation totale de leur fourniture d'énergie (+ 24 pts vs 2023).
- **58%** des entreprises interrogées augmenteraient leurs prix de vente si elles devaient se décarboner, avec une hausse moyenne des prix sur l'ensemble des entreprises interrogées de +6,3% (hors inflation).

Paris, le 5 novembre 2024 - FTI Consulting (NYSE: FCN) dévoile ce jour les résultats de la nouvelle édition de son Baromètre annuel sur les entreprises et l'énergie, réalisé en collaboration avec l'institut de sondage Odoxa et avec l'appui du MEDEF. Chaque année, cette enquête identifie les principaux enjeux des chefs d'entreprise en France et des Français liés à l'énergie. Les résultats de cette deuxième édition révèlent que les entreprises envisagent de plus en plus leur décarbonation.

Les entreprises s'adaptent de manières variées au maintien des prix de l'énergie à un niveau élevé

Face à une augmentation généralisée des prix de l'énergie depuis 2019, les entreprises doivent s'adapter. **90%** des entreprises interrogées ont **engagé des actions** pour faire face à la hausse des coûts énergétiques.

Les entreprises ont agi d'une part en consommant moins ou moins cher : **60% ont baissé le niveau de chauffage** ou moins utilisé la climatisation. Elles sont aussi **59% à avoir renégocié leurs contrats énergétiques** et **41% à avoir réorganisé leurs procédés/processus de travail** pour réduire la consommation d'énergie. Si les entreprises ont très largement agi sur leur consommation d'énergie du fait de la crise, certaines n'ont pas eu d'autre choix que de prendre des mesures d'ordre économique. **La moitié des entreprises** interrogées ont ainsi augmenté leur prix de vente. Parallèlement, et ce sont potentiellement les mêmes, **43% ont réduit leur marge**, et **30% ont réduit leurs investissements**.

« A travers ces résultats, les effets de la crise énergétique sur l'économie et sur l'inflation sont particulièrement palpables. D'ailleurs, plus encore qu'une forte volatilité des prix de l'énergie, c'est le maintien d'un prix de l'énergie durablement élevé qui serait le plus problématique pour les

entreprises. » souligne **Georges de Thieulloy**, Managing Director au sein du segment Corporate Finance & Restructuring de FTI Consulting France.

La décarbonation, un objectif désormais concret pour les entreprises

Cette nouvelle édition du Baromètre révèle **un basculement vers la décarbonation** : une majorité d'entreprises (66%) ont désormais en tête **un plan de décarbonation totale** de leur fourniture d'énergie, en rupture nette par rapport à l'année passée (+ 24 pts vs 2023).

Cependant, les entreprises identifient plusieurs freins pour engager cette décarbonation : le **manque de financements** (42%) et la **difficulté à se transformer** (38%) sont cités en priorité. 49% des entreprises de l'industrie et du BTP estiment, par exemple, que les investissements nécessaires restent difficilement finançables. Par ailleurs, la mise en œuvre de ce plan de décarbonation pourrait s'avérer couteuse et **58% des entreprises interrogées** ne voient pas comment elles pourraient parvenir à décarboner complètement leur activité (scope 1 et 2) sans augmenter leur prix. Pour autant, les entreprises voient la décarbonation davantage comme un potentiel renforcement de leur compétitivité (51%) qu'une réduction (42%), notamment parce qu'elles pensent pouvoir valoriser une offre moins carbonée. De façon cohérente, **une courte majorité des Français** reste encline à payer davantage pour décarboner leur principale consommation d'énergie (56%). **Mais cette proportion baisse nettement par rapport à l'an passé (-6 pts)**, signe que la forte hausse de l'énergie ces dernières années grève leur budget et leur propension à agir pour l'environnement.

« Notre baromètre montre qu'un tournant a été pris, avec pour la première fois une majorité d'entreprises qui se sont saisies du sujet de leur propre décarbonation et disposent d'un plan concret vers les énergies décarbonées. Cependant, cette planification ne résout pas la question du portage du surcoût de la décarbonation, qui demanderait une augmentation moyenne des prix de 6,3% (hors inflation), alors que de plus en plus de Français (44%, vs. 37% l'année dernière) semblent refuser catégoriquement toute augmentation de leurs coûts énergétiques. En cohérence, la question du financement reste le principal obstacle pour les chefs d'entreprise dans la mise en œuvre de leur décarbonation, et met au cœur du débat la propension à payer pour les énergies bas carbone. » déclare **Emmanuel Grand**, Senior Managing Director en charge de la practice Energie de FTI Consulting France.

Les pouvoirs publics, un acteur incontournable de la décarbonation aux yeux des entreprises et des Français

Pour encourager la décarbonation des entreprises, chefs d'entreprises et Français déclarent privilégier la mise en place par l'Etat d'un cadre incitatif pour accélérer les investissements et le déploiement de solutions innovantes (aides financières à l'achat d'équipements plus économes ou directement aux énergies décarbonées). A l'inverse, le soutien à des mesures plus coercitives comme les interdictions de procédés ou de technologies ou encore les augmentations de taxes sur les produits fossiles reste très minoritaire, et d'ailleurs en retrait par rapport à l'édition précédente. Les Français se montrent plus satisfaits (51% ; +7 pts) des choix du gouvernement quant au futur **mix énergétique** (sources de production d'énergie). A l'inverse, malgré les boucliers énergétiques mis en œuvre, **ils demeurent insatisfaits de la politique du gouvernement en matière de maîtrise des prix de l'énergie (69%)**.

Enfin, les chefs d'entreprise (75%), et les Français (59%) déclarent être favorables à la mise en place du MACF (Mécanisme d'Ajustement Carbone aux Frontières) européen à partir de 2026, ce sentiment étant plus marqué pour les entreprises du secteur des services (85%) que pour celles du secteur du commerce (65%) ou de l'industrie et du BTP (75%).

Guillaume Granier, Senior Managing Director en charge du segment Communication Stratégique de FTI Consulting France déclare : « *L'Etat a été particulièrement actif lors de la crise énergétique, la mise en place des boucliers tarifaires sur le gaz et l'électricité ayant permis aux ménages français de bénéficier de coûts de l'énergie parmi les plus bas en Europe. Dans un contexte de baisse relative des prix sur les derniers mois, chefs d'entreprise et consommateurs sont désormais plus attentifs aux mesures structurelles et aux choix de long terme du gouvernement ainsi qu'à leur impact concret sur leur activité et leur pouvoir d'achat.* »

Méthodologie

Le Baromètre Energie FTI Consulting-Odoxa est réalisé auprès de plus de 1307 personnes. Odoxa a mené pour FTI Consulting une enquête quantitative auprès de deux échantillons respectifs : les Français, par Internet les 4 et 5 septembre 2024, et les chefs d'entreprises, par téléphone du 2 au 24 septembre 2024. Le premier échantillon, de 1005 personnes, est représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon est assurée par la méthode des quotas appliqués aux variables suivantes : sexe, âge, diplôme et profession de l'interviewé après stratification par région et catégorie d'agglomération. Le deuxième est constitué de 302 chefs d'entreprises, représentatif des entreprises en base salariés selon leur taille et leur secteur d'activité, c'est-à-dire que chaque entreprise est pondérée selon son nombre de salariés et son secteur d'activité.

Note aux éditeurs

En supplément du rapport PDF ci-joint, les données détaillées du Baromètre sont disponibles sur demande auprès du contact presse.

A propos de FTI Consulting

FTI Consulting, Inc. est une société internationale de conseil aux entreprises aidant les organisations à anticiper et gérer les changements, les risques ou les contentieux d'ordres financiers, juridiques, opérationnels, politiques, réglementaires ou encore de réputation. Avec plus de 8000 employés répartis dans 33 pays, les professionnels de FTI Consulting travaillent en étroite collaboration avec leurs clients pour anticiper, éclairer et surmonter les défis complexes qu'ils affrontent et tirer le meilleur parti des opportunités qui se présentent à eux. Le groupe a généré un chiffre d'affaires de 3,49 milliards de dollars au cours de l'exercice 2023. Dans certaines juridictions, les services FTI Consulting sont fournis par des entités juridiques distinctes, capitalisées séparément et gérées indépendamment. Pour plus d'informations, consultez notre site www.fticonsulting.com